

DATE	NATURE	INITIATIVE	OBJET
21 Mars 1841	Loi	Montalembert	Travail des femmes et des enfants dans les manufactures.
22 avril 1850	Loi	A. de MUN	Logements insalubres.
18 juin 1850	Loi	Benoist d'AZY	Caisses de retraite.
15 juillet 1850	Loi	Benoist d'AZY	Sociétés de secour mutuel.
22 février 1851	Proposition de loi	A. de MUN	Contrats d'apprentissage.
1874	Loi	E. Le KELLER	Travail des femmes et des enfants.
4 juillet 1876	Proposition de loi	Lockroy	Organisation des chambres syndicales.
Mars 1883	Proposition de loi	Mgr. FREPPEL	Retraites ouvrières.
Juin 1883	Proposition de loi	A. de MUN	Syndicats mixtes.
2 février 1886	Proposition de loi	A. de MUN et Mgr FREPPEL	Accidents du travail.
24 février 1886	Proposition de loi	A. de MUN	Interdiction du travail pour les jeunes avant 13 ans. Durée du travail limitée à 11 heures par jour.
29 mars 1886	Proposition de loi	A. de MUN et Mgr FREPPEL	Retraites ouvrières.
Octobre 1886-87	Proposition de loi	A. de MUN	Maladie et vieillesse.
11 juin 1888	Proposition de loi	A. de MUN	Repos dominical.
23 novembre 1889	Proposition de loi	A. de MUN	Salaire minimum légal.
7 décembre 1889	Proposition de loi	A. de MUN	Journée de travail limitée à 10 heures.
7 décembre 1889	Proposition de loi	A. de MUN	Conflit du travail et arbitrage.
9 mars 1891	Proposition de loi	A. de MUN et Lecour Grandmaison	Accident du travail.
7 juillet 1891	Proposition de loi	A. de MUN	Suppression du travail de nuit pour les femmes et les enfants.
Décembre 1891	Proposition de loi	A. de MUN, F. RAMEL Lecour Grandmaison	Caisses de retraites, maladie et vieillesse.
1892	Proposition de loi	A. de MUN	Assurances sociales.
29 octobre 1892	Proposition de loi	A. de MUN	Limitation de la journée de travail.
27 décembre 1892	Loi	A. de MUN	Arbitrage temporaire et facultatif dans les conflits du travail.
1893	Proposition de loi	A. de MUN	Limitation de la saisie-arrêt des salaires.
1893	Proposition de loi	A. de MUN	Accidents du travail.
1894	Proposition de loi	Abbé Le MIRE	Insaisissabilité du bien de famille.
1894	Proposition de loi	F. RAMEL	Extension de l'arbitrage.
12 janvier 1895	Loi	A. de MUN	Insaisissabilité partielle du salaire.
1895	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Création d'un ministère du Travail.
1895	Proposition de loi	Dessaussay	Extension de la capacité syndicale.
1895	Proposition de loi	A. de MUN	Reconnaissance de la capacité de posséder aux syndicats.
1895	Proposition de loi	A. de MUN	Conciliation et arbitrage.
1898	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Insaisissabilité du bien de famille.
1898	Proposition de loi	Dausette	Extension de la capacité syndicale.
1900	Proposition de loi	F. RAMEL	Retraites des ouvriers mineurs.
1900	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse.
1902	Proposition de loi	Dausette	Retraites ouvrières.
1905	Proposition de loi	GAILLARD-BANCEL	Assurances vieillesse par des caisses professionnelles et régionales.
13 juillet 1906	Loi	P. Lerolle	Repos dominical.
2 avril 1909	Proposition de loi	A. de MUN	Salaire minimum légal.
1910	Proposition de loi	A. de MUN	Retraites ouvrières.
1911	Proposition de loi	A. de MUN	Réglementation du travail des employés.
Mars 1912	Proposition de loi	A. de MUN	Semaine Anglaise.
1912	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Institution du vote familial.
10 juillet 1915	Loi	A. de MUN	Salaire minimum légal pour les travailleurs à domicile.
19 novembre 1918	Proposition de loi	J. Lerolle	Obligation de respecter accord conclu entre employeur et salarié pour une profession ou une région.
25 mars 1919	Loi	J. Lerolle	Statut des conventions collectives du travail, dans le cadre de la liberté contractuelle.
28 mars 1919	Loi	J. Lerolle	Interdiction du travail de nuit dans les boulangeries.
12 mars 1920	Loi	J. Lerolle	Capacité de posséder reconnue aux syndicats.
5 avril 1920	Loi		Accession à la petite propriété.
18 avril 1920	Proposition de loi	M. Patureau Mirand	Organisation du crédit commercial.
21 décembre 1920	Proposition de loi	F. RAMEL	Caisses de chômage.
Janvier 1922	Proposition de loi	GAILLARD- BANCEL	Assurances sociales.
1922	Proposition de loi	Roulleaux-Dugage	Vote familial.
1922	Proposition de loi	De Castelneau	Logement des familles nombreuses.
1922	Proposition de loi	De Castelneau et GAILLARD-BANCEL	Organisation régionale et professionnelle des caisses d'assurances sociales.